



22 avril 2014

Journée internationale des travailleurs – 1^{er} mai 2014

Le Premier mai est le symbole du combat du mouvement ouvrier international. En 2014, la Journée internationale des travailleurs, ou Premier mai, n'a jamais été plus actuelle. Sous l'effet des mesures d'austérité et des politiques néolibérales qui s'abattent sur l'ensemble des continents depuis six ans, les syndicats luttent inlassablement pour défendre les libertés et les droits fondamentaux au travail. Vingt-cinq ans après l'effondrement de l'Union Soviétique et la chute du Rideau de Fer, un combat idéologique et économique d'un autre genre est livré à travers le globe. Du Canada au Paraguay, de l'Algérie au Botswana, de la Corée du Sud à la Thaïlande et de la Turquie à l'Espagne, les employés de la fonction publique luttent pour défendre leurs droits et s'élever contre les politiques défavorables aux travailleurs, souvent au péril de leur vie.

En interdisant les mouvements de protestation et en criminalisant les conflits sociaux, les gouvernements remettent en question non seulement le dialogue social, mais aussi la démocratie elle-même. En réponse à la crise actuelle, on présente un modèle incorporant la privatisation des services publics, la « récupération » des dépenses publiques et la réduction de la taille et du rôle de l'État. La croissance économique non créatrice d'emplois, les contrats « zéro heure » et le dumping social instaurent un environnement propice à l'exploitation, ayant pour corollaire la progression du travail précaire et des générations de travailleurs pauvres. Encouragée par la mondialisation, l'approche du développement fondée sur « l'effet de ruissellement » de la croissance économique a favorisé non pas un recul de la pauvreté, mais plutôt une hausse des inégalités entre les états et au sein-même de ces derniers, de même qu'entre les hommes et les femmes.

La Secrétaire générale de la PSI, Rosa Pavanelli, déclare : « Il nous incombe de protéger les intérêts de nos membres et de lutter en faveur des droits syndicaux et des travailleurs. Nous devons agir collectivement pour garantir, dès à présent, l'accès des jeunes comme des moins jeunes à des services publics de qualité, et ainsi assurer la justice sociale et l'égalité pour tout un chacun. Nous confirmons et demandons le droit de grève au profit de tous les travailleurs des secteurs public et privé ».

Les services publics de qualité et les socles de protection sociale constituent les fondements de la démocratie. C'est en développant et en améliorant les services publics que nous pourrons surmonter la crise. En effet, comme nous le montrent certains pays sortis moins inégalitaires de la crise, la négociation collective et les politiques de distribution des revenus peuvent susciter la relance économique et l'inclusion sociale. Les trois piliers du développement durable progressent en s'appuyant sur la gouvernance, l'état de droit et les services publics de qualité. Dans le secteur public, les mécanismes de négociation collective et de règlement des différends renforcent une culture de la paix et de la négociation, et non du conflit, de l'impunité et de la corruption.

La PSI fait campagne pour le respect des droits syndicaux et des droits des travailleurs, et elle défend des espaces politiques réservés aux gouvernements et aux partenaires sociaux, pour leur

permettre de définir puis de mettre en œuvre des politiques efficaces en faveur de l'emploi et des transferts sociaux – tout en excluant les services publics des accords commerciaux.

Eu égard aux droits de la personne, les méthodes traditionnelles d'engagement dans l'élaboration de la politique mondiale ne donnent pas de résultats concrets. C'est la raison pour laquelle la solidarité internationale revêt aujourd'hui une telle importance. Ensemble seulement, nous pourrons bâtir un monde meilleur. Célébrons le mouvement syndical et notre combat conjoint pour l'égalité, la dignité et la justice.